

Communiqué du 21 avril 2016

**La ministre  
sait que les  
personnels  
ont bien  
compris la  
cohérence de  
toutes les  
«réformes»  
liées à la  
refondation de  
l'école.  
Elle devra en  
tenir compte.**

# Circulaire de rentrée 2016 : enfumage et obstination !

## **La ministre choisit la fuite en avant au lieu de répondre aux personnels mobilisés.**

Tel est l'aveu d'impuissance face aux personnels qui ne peuvent accepter n'importe quoi. Au lieu de répondre, la ministre choisit d'occuper l'espace médiatique et de poursuivre l'entreprise d'enfumage les 2 et 3 mai avec des «journées de la refondation de l'école» pour «redonner du sens et de la cohérence» aux réformes. Les personnels ne sont pas dupes car avec 4 ans de contre-réformes continues, ils en ont assez, résistent et se battent. Si la ministre souhaite «retrouver l'esprit de la concertation pour la refondation de l'école», elle serait bien inspirée de recevoir l'intersyndicale du second degré qui demande depuis un an l'abrogation de la réforme du collège. Mais elle choisit, comme le Premier ministre et El Khomri, ses interlocuteurs dans un simulacre de négociations, la CFDT et l'UNSA. La FNEC FP-FO s'est adressée à Najat Vallaud-Belkacem pour lui demander de rétablir des discussions normales avec les organisations qui ne partagent pas ses orientations.

## **La circulaire de rentrée se veut un catalogue de mesures mais les personnels sont têtus et le statut aussi !**

- Du CP à la 3<sup>ème</sup>, au nom d'une «école plus juste et plus efficace», la ministre souhaite «consolider les évolutions entreprises depuis 2012» avec les nouveaux programmes 2016 sur les cycles 2, 3 et 4. Neuf années de programmes scolaires réécrits dans une «approche curriculaire» pour conduire à une «coopération plus large et plus approfondie entre les enseignants des 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés» via le conseil école-collège et les «échanges de pratiques inter-degrés». Les allers-retours des PE, certifiés, agrégés dans deux structures distinctes remettent en cause corps et statuts particuliers. Mais les personnels ne veulent pas d'affectations anti statutaires impossibles aujourd'hui avec la protection du statut de la fonction publique.

### **✓ Dans le premier degré, «un effort budgétaire exceptionnel»**

La circulaire de rentrée pratique la méthode Coué. Tout va mieux : «3900 emplois en plus», «1000 pour la scolarisation des moins de 3 ans». La ministre oublie les chiffres publiés au budget. Entre 2013 et 2015, 2050 postes n'ont pas été pourvus. Depuis 2008, seuls 54 328 nouveaux PE ont remplacé les 70 000 départs en retraite. 3329 écoles ont fermé en 7 ans et 710 écoles en deux ans. La scolarisation des 2 ans a été divisée par 2 entre 2008 et 2016. Les personnels le vivent et multiplient les délégations à tous les niveaux !

### **✓ Dans le second degré, «la réforme du collège»**

Enumérons simplement les objectifs de la ministre qui n'a toujours rien entendu : «maîtrise du socle», «organisation des enseignements disciplinaires redéfinie», «enseignement selon des modalités diverses» associant «enseignement communs», «accompagnement personnalisé» et EPI, «démarche de projet», «parcours éducatifs», «école inclusive», «autonomie», «individualisation des parcours». Malgré les pressions de toutes sortes, c'est le refus qui l'emporte. La résistance est toujours là. La mobilisation ne diminue pas. A moins de 6 mois de la rentrée, l'inspection générale reconnaît que la réforme des collèges est fortement compromise dans un quart des établissements.

## ✓ Pour tous :

### «Une école ouverte et inclusive»

L'école Peillon-Vallaud-Belkacem demande «l'engagement des collectivités territoriales», des «associations», des «citoyens», «la mobilisation des acteurs locaux», des «parents», «PMI , CAF, réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement aux parents», etc. Dans le même temps, la campagne d'information estivale 2016 «Reviens te former» permettrait la réinscription de tous les élèves ayant échoué aux examens avec des cours à la carte. Et comme la barque n'est pas assez pleine, l'élève orienté en LP aura le droit, aux vacances de Toussaint 2016, de changer de type d'établissement dans le cadre de la «période de consolidation et de confirmation de l'orientation». L'inclusion passe aussi par la suppression de la 6<sup>ème</sup> SEGPA et la refonte de la circulaire EREA. Les personnels refusent une Ecole ouverte à tous vents au nom de la territorialisation et du désengagement de l'Etat.

### «Une logique ambitieuse»

Le numérique qui instruit, valide les diplômes, forme, voilà l'avenir ! Les outils de télétravail (Article 26 du projet de loi Travail) ne vont pas manquer : Eduscol, Canopé, Viaeduc, M@gistère, Eduthèque, English for Schools, Deutsch für Schulen, Livret scolaire numérique (LSUN) obligatoire tout au long de chaque cycle, nouveau B2i commun au second degré et à l'enseignement supérieur. Pour la ministre un «recours croissant de tous les enseignements aux outils et ressources numériques» avec formation au numérique obligatoire en 2016-2017 devient le nec plus ultra de ce XXI<sup>ème</sup> siècle. Sans doute, la ministre sourde aux revendications n'a-t-elle pas entendu le refus massif des enseignants aux formations-formatage et la volonté des enseignants d'instruire. On peut se demander si elle veut encore des professeurs sous statut ou si un bénévole formé au numérique ne fera pas l'affaire !

### «Le développement de l'apprentissage»

Au plan de 500 000 formations supplémentaires du discours présidentiel, la ministre répond par le développement massif de l'apprentissage en LP avec un partenariat renforcé avec les régions. Les parcours mixtes (voie scolaire et apprentissage) sont encouragés, tout comme le jumelage collèges, LP et CFA. La ministre veut détruire les LP, les personnels s'y opposent.

**La ministre ne doit pas considérer que quitus est donné à ses réformes. Il n'y a aucun consensus. Aussi, a contrario des objectifs ministériels «de réunir la communauté éducative pour faire un point d'étape dans la mise en œuvre de la loi de refondation», la FNEC FP-FO oppose les personnels réunis en AG pour décider la grève et ses suites, le 28 avril, pour le retrait du projet de loi Travail. Gagner sur le projet El Khomri ouvre la voie au retrait des contre-réformes. La ministre sait que les personnels ont bien compris la cohérence de toutes les «réformes» liées à la refondation de l'école. Elle devra en tenir compte.**